

Partager les efforts

RETRAITES Le nouveau président de la Confédération française ne veut pas que le régime sec soit réservé aux salariés du privé

« **SudOuest** ». Le gouvernement a annoncé au mois d'avril un nouveau gel des retraites.

Comment avez-vous réagi ?

Pierre Erbs (1). Les retraités sont inquiets. D'année en année, et même de mois en mois, de nouvelles dispositions sont annoncées. Ils n'ont pas l'impression que les problèmes soient résolus de façon durable. On nous a d'abord annoncé le report des revalorisations d'avril à octobre, ensuite un gel. Maintenant, on nous annonce un nouveau gel. On voit bien que tout cela relève d'une gestion à court terme.

Quel va être l'impact sur le pouvoir d'achat ?

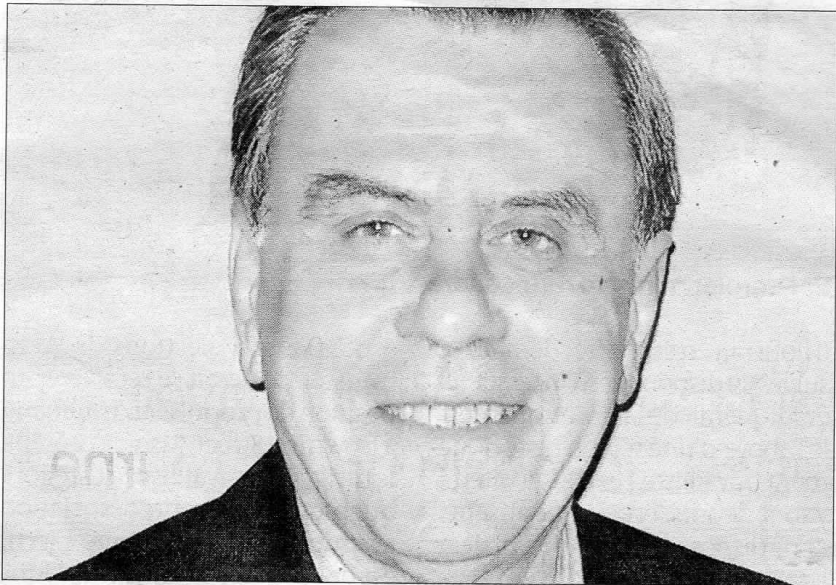
Tout va dépendre de l'inflation, mais la perte est indéniable. Pour les plus petites retraites, cela devait être gommé avec le versement d'une prime de 40 euros. Mais on ne sait pas si ce versement a bien été réalisé pour l'ensemble des personnes concernées. Il semblerait qu'il y ait eu des ratés dans certaines régions.

Des mesures sont attendues le mois prochain pour l'Agirc et l'Arrco. Où en est-on ?

On sait que le déficit est récurrent. On sait que les réserves Agirc vont être épuisées assez rapidement. Pour l'Arrco, à un horizon un peu plus lointain. Mais, en l'état actuel, les régimes complémentaires ne sont pas assurés de leur pérennité. Des mesures doivent effectivement être rendues publiques prochainement. À ce jour, nous ne savons pas très bien vers quoi se dirigent les partenaires sociaux. Cela rajoute de l'incertitude, et ce n'est pas bon pour le moral des retraités.

Qu'espérez-vous ?

Pour le long terme, nous souhaitons un régime de retraite univer-



Pierre Erbs souhaite un régime de retraite universel. PHOTO DR

« Ce qui nous choquerait, c'est que le régime sec soit appliqué aux seuls salariés du privé »

sel. C'est-à-dire un système unique qui s'applique à tous les Français, quelle que soit leur catégorie socio-professionnelle. Pour le court terme, nous serions prêts à accepter un certain nombre de choses. Ce qui nous choquerait, c'est que le régime sec soit appliqué aux seuls salariés du privé.

Vous ne vous faites pas d'illusions sur l'avenir des retraites...

Nous allons sans doute vers une lente érosion de notre pouvoir d'achat. Il faut partager les efforts, mais il faut aussi des perspectives pour les plus jeunes. Aujourd'hui, nos enfants disent : je sais bien que je n'aurai pas de retraite. Ce n'est pas acceptable. Il va bien falloir que l'on rebâtisse notre système pour que les jeunes générations aient confiance dans l'avenir et sachent

qu'un jour, elles pourront percevoir une retraite normale.

Pensez-vous que les retraités soient prêts à manifester ?

De temps en temps on nous dit : « Il faut descendre dans la rue. » Nous ne sommes pas une population qui se mobilise facilement.

Cela dit, les retraités sont citoyens et électeurs, et ils sont capables de faire entendre leur voix autrement que dans la rue. De surcroît, quand il y a des défilés pour la défense des retraites, les syndicats ne nous invitent pas.

Mais ils sont représentatifs, contrairement à vous...

C'est exact. Et la CFR, qui rassemble 1,5 million d'adhérents, n'est pas considérée comme représentative. Récemment, des sénateurs ont déposé une proposition de loi pour faire évoluer la situation.

Recueilli par Pierre Tillinac

(1) Président de la Confédération française des retraités (CFR) depuis le 1^{er} janvier. La CFR tiendra un stand à la Foire internationale de Bordeaux du 8 au 17 mai.